

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 20/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS DU MENEZ AVEL**

KERINIZAN NEVEZ  
29830 Plourin

Références : -  
Code AIOT : 0052903054

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SAS DU MENEZ AVEL implanté KERINIZAN NEVEZ 29830 Plourin. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS DU MENEZ AVEL
- KERINIZAN NEVEZ 29830 Plourin
- Code AIOT : 0052903054
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation collective de méthanisation, compostage et traitement biologique autorisée par arrêté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance de l'installation et astreinte.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
3	Repérage des canalisations.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14	Sans objet
4	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Sans objet
5	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Sans objet
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27	Sans objet
8	Enregistrement lors de l'admission.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.	Sans objet
9	Destruction du biogaz.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Justificatifs attendus concernant la gestion et le dimensionnement des bassins de rétention.

Présence d'une unité de déconditionnement relevant désormais de la nouvelle rubrique ICPE n° 2783 "Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique" nécessitant le dépôt d'un dossier de porter à connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Conformité de l'installation au regard de son arrêté n° 17-2021AI du 16/06/2021. Le plan actualisé a été transmis au service de l'inspection des installations classées. Présence d'une unité de déconditionnement relevant désormais de la nouvelle rubrique ICPE n° 2783 "Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique" nécessitant le dépôt d'un dossier de porter à connaissance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Déposer un dossier de porter à connaissance concernant l'unité de déconditionnement (Rubrique 2783) présente sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Surveillance de l'installation et astreinte.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  Le dispositif d'astreinte opérationnelle mis en place est présenté ce jour.

5 personnes qualifiées assurent à tour de rôle (1 semaine sur 5) la surveillance de l'installation 24h/24h.

De plus, un dispositif de surveillance complémentaire est en place via des entreprises en sous-traitance :

- Sous-traitance moteur : Scté CHAPLAIN ENERGIE 22810 HERIC
- Sous-traitance Electricité : Scté ROUDAUT FORICHER 29860 PLOUVIEN
- Sous-traitance Biologie : Scté EVALOR 22190 PLERIN

→ Astreinte téléphonique en 2 catégories (process ou moteur) en dehors des heures de travail sur site.

→ 1 téléphone "homme mort" et 1 tablette d'astreinte à disposition du salarié.

→ Les salariés sont formés à l'habilitation électrique BO, BS/BE manœuvre.

→ Supervisions à distance des 3 moteurs et du process (Anydesk et RNC Viewer)

→ Existence d'un groupe WhatsApp entre les salariés et les associés de la SAS du Menez Avel pour les échanges et gestions des problématiques lors des astreintes.

→ 3 membres associés sont basés dans les 2kms aux alentours de l'unité de méthanisation et disponibles en cas de besoin.

→ La fosse de stockage est équipée d'une poire de niveau haut avec déclenchement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Repérage des canalisations.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

#### **Prescription contrôlée :**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

#### **Constats :**

Signalétique des canalisations par couleurs normalisées en place sur l'installation.  
Report sur plan de masse transmis ce jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Clôture de l'installation.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17

**Thème(s) :** Autre, Autre

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

<b>Constats :</b>  Le site est intégralement clôturé par un grillage et portail sur la partie accédant à l'installation. La partie arrière du site est aménagée d'un talus d'une hauteur conséquente. Une signalétique est présente à l'entrée du pont bascule (horaires, contacts et consignes sécuritaires).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations électriques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.  Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé courant juin 2025 par la société VERITAS. Les rapports d'intervention Q18 (24/06/2025) et Q19 (30/06/2025) sont présentés. Le personnel d'astreinte dispose de l'habilitation électrique
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h

<p>pendant une durée d'au moins deux heures ;- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation. L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est adhérente au dispositif Prévi'Link qui est un outil d'aide à la gestion du risque incendie et secours.</p> <p>La lagune de stockage d'effluent épuré est répertoriée par le SDIS (PENA 29208-8007 pour 1000 m3 minimum).</p> <p>La vérification annuelle des extincteurs est assurée par la société IROISE PROTECTION 29260 LE FOLGOËT (dernier contrôle en date du 08/09/2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyseur de gaz était en révision le jour de la visite. Le certificat de conformité nous a été transmis à son retour (Certificat d'ajustage établi en date du 05/11/2025).</p> <p>La vérification des détecteurs de gaz et des fumées fixes est effectuée annuellement par la société IROISE PROTECTION du FOLGOËT (dernier contrôle le 08/09/2025).</p> <p>Concernant les détecteurs multigaz portatifs, les exploitants signalent le rachat en cours de nouveaux appareils en raison de leur défectuosité. Un détecteur de prêt était néanmoins présent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Enregistrement lors de l'admission.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :  - de leur désignation ;  - de la date de réception ;  - du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;  - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;  - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.  L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.  Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.  Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.
<b>Constats :</b>  L'enregistrement des admissions est réalisé en premier lieu au niveau du pont bascule via le logiciel "Pont bascule" mis en place par les exploitants (système de badges magnétiques individualisés par fournisseur). Un contrôle visuel systématique est néanmoins opéré avec possibilité de refus et pénalités possibles. En second niveau le logiciel "BIOGAS VIEW" permet de synthétiser les données des matières entrantes en corrélation avec les fiches FIPA préalablement fournies (Fiches d'Information Préalable à l'Admission des déchets).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Destruction du biogaz.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels



**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.

Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

**Constats :**

Torchère à déclenchement automatique mise en route ce jour en mode manuel. Test concluant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.</p> <p>Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p> <p>L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces</p>

objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dispositif de régulation des eaux pluviales sur site est assuré au moyen de deux bassins de rétention en terre naturelle et régulation (partie Nord Est du site) ainsi qu'une noue d'infiltration (partie Ouest du site).</p> <p>Sur le premier dispositif, un puisard équipé d'un système "By Pass" permet la récupération des jus souillés de la plateforme de stockage en mode de fonctionnement normal. Lors des pluies d'orage, les flux sont orientés vers les bassins.</p> <p>Constat ce jour de la présence dans ces deux bassins d'une quantité non négligeable d'un liquide de coloration ocre dont la nature reste à déterminer.</p> <p>De plus, le bon dimensionnement de l'ensemble des ouvrages n'a pas été démontré.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser une analyse de caractérisation du liquide présent dans les deux bassins et transmettre les résultats aux services de l'inspection des installations classées.</li> <li>- Démontrer le bon dimensionnement des ouvrages de rétention présents sur le site. Transmettre ces résultats aux services de l'inspection des installations classées.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois